



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale ROUEN-DIEPPE

Arrêté du **26 NOV. 2024** mettant en demeure la société **BZ SERVICES à PETIT-COURONNE (76650)** de se conformer aux prescriptions édictées en matière de prévention des risques d'incendie et d'explosion

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024 réglementant les activités exercées par la société BZ SERVICES à PETIT-COURONNE (76650) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-070 du 20 novembre 2024 portant délégation de signature à Mme Hélène HESS, sous-préfète chargée de mission, secrétaire générale adjointe, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfète de Rouen ;
- Vu les rapports de l'inspection des installations classées suite à ses visites des 22 octobre 2018, 26 novembre 2019 et 14 octobre 2024 ;
- Vu le courrier de la société BZ SERVICES daté du 20 décembre 2019 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à la société BZ SERVICES par courriel du 8 novembre 2024 ;
- Vu l'absence d'observation formulée par la société BZ SERVICES ;

CONSIDÉRANT :

que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2024 (cf. rapport susvisé), que la porte coupe-feu du local abritant le tableau général basse tension (TGBT) au rez-de-chaussée de la tour de manutention du silo était ouverte, et que son dispositif de ferme-porte automatique (« groom ») avait été délibérément verrouillé en position ouverte ;

que le représentant de l'exploitant présent lors de la visite a évoqué, après avoir refermé la porte, une étude en cours pour améliorer la ventilation du local TGBT afin de réguler sa température ;

que l'inspection des installations classées a déjà relevé, lors d'une précédente visite, le 26 novembre 2019 (cf. rapport susvisé), une température élevée dans l'enceinte du local TGBT ;

que l'exploitant a indiqué alors que des réglages du système de ventilation étaient encore nécessaires pour bien réguler la température du local, ajoutant en complément, par courrier susvisé du 20 décembre 2019 : « *comme expliqué lors de votre venue, les travaux sur le système de ventilation du TGBT1 sont prévus dans les semaines à venir ; l'intervention a pris un peu de retard à cause de l'approvisionnement des pièces, ce sujet fait l'objet de relances régulières de SPIE. À ce jour, les températures obtenues dans les locaux ne présentent aucun risque.* » ;

que le constat établi le 14 octobre 2024 laisse entendre que la problématique de régulation de température dans l'enceinte du local TGBT n'a pas été traitée par l'exploitant, ou qu'elle ne l'a pas été correctement, en dépit des annonces formulées près de cinq ans auparavant ;

que le constat caractérise une situation accidentogène, susceptible de favoriser la survenue d'une explosion, d'un départ de feu ou la propagation d'un incendie, et constitue un non-respect des prescriptions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024 ;

que l'inspection des installations classées a également constaté, lors de la même visite d'inspection du 14 octobre 2024, que la porte de découplage séparant, d'une part, le rez-de-chaussée de la tour de manutention, et d'autre part, la galerie d'accès au laboratoire et aux bureaux, était maintenue délibérément ouverte à l'aide d'une corde reliant la poignée de la porte et une balustrade voisine ;

que la non-fermeture de la porte de découplage empêche la porte de remplir sa fonction de bouclier, et expose donc les personnels intervenant au niveau du laboratoire et des bureaux au risque d'être atteints par une onde de surpression en cas d'explosion survenant dans la tour de manutention ;

que le constat caractérise une situation dégradée en termes de sécurité, susceptible de favoriser la propagation d'une onde de surpression en cas d'explosion, et constitue un non-respect des prescriptions de l'article 7.3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime par intérim,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Mise en demeure

La société BZ SERVICES (SIRET : 803 088 954 00026), dont le siège social est situé Quai de Petit-Couronne 76650 PETIT-COURONNE, est mise en demeure respecter les prescriptions des articles 7.3.2 et 7.3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024 **avant le 31 décembre 2024**.

La présente prescription est réputée respectée si la société BZ SERVICES communique à l'inspection des installations classées, **avant le 31 décembre 2024**, les éléments justificatifs :

- garantissant la fermeture permanente de la porte coupe-feu du local TGBT (hors circulation des opérateurs dûment habilités), ainsi que l'attestation d'une société spécialisée mentionnant la mise en œuvre et le bon fonctionnement d'un dispositif de régulation de la température du local TGBT, attestation assortie de relevés de température dans le local TGBT, effectués porte fermée en présence d'huissier ;
- prouvant qu'elle a procédé au rappel des consignes relatives à la fermeture des portes de découplage dans le silo, que tous les opérateurs intervenant dans le silo ont été dûment sensibilisés (feuille d'émargement des consignes), et que l'affichage imposant la fermeture des portes de découplage est correctement apposé et visible sur les portes, affichage constaté par huissier.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations précitées ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de la société BZ SERVICES les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 – Publications

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Affichage

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de PETIT-COURONNE pendant une durée minimale d'un mois.

Article 6 – Notifications

La sous-préfète chargée de mission, secrétaire générale adjointe, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfète de Rouen par intérim, le maire de PETIT-COURONNE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, et le directeur de l'agence régionale de santé de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société BZ SERVICES.

Fait à ROUEN, le

26 NOV. 2024

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe

Hélène HESS



Extincteur à poudre de 9 kg disposé au pied du conteneur de désactivation des résidus de phosphure d'aluminium par voie sèche



Détecteur de phosphine FumiSense Pro de la marque UNIPHOS